Maud Quessard

Enfants chéris et enfants terribles des États-Unis

Largement vilipendées pour leur pouvoir « hors de contrôle », échappant à toute régulation, les grandes multinationales de la Silicon Valley ont aussi contribué à forger la marque Amérique, le « *nation branding* » américain du XXIe siècle. À l'heure où les nouvelles compétitions entre grandes puissances sont plus que jamais des compétitions technologiques sur fond de luttes informationnelles, les géants du numérique californiens sont-ils encore « les enfants chéris » des États-Unis ? Alors que leurs modèles économiques disparates connaissent des difficultés, ces entreprises demeurent-elles un atout pour la puissance outre-Atlantique, sans menacer les libertés fondamentales ou « la diplomatie des valeurs » indissociable du modèle américain ? Autrement dit, le maintien du leadership des États-Unis sur la scène internationale peut-il faire l'économie du concours des GAFAM ?

Limiter ou exploiter le pouvoir des GAFAM

L'arrivée à la Maison-Blanche de Joe Biden, début 2021, a été marquée sur le plan intérieur par la multiplication des commissions d'enquête bipartisanes pour limiter le pouvoir des GAFAM. Il s'agissait de lutter contre leur monopole, conformément aux lois antitrust (certains des plus radicaux des élus démocrates allant jusqu'à envisager leur démantèlement), et de favoriser la législation visant à encadrer l'exploitation des données personnelles des Américains sur le modèle européen du règlement général sur la protection des données, ou du *California Consumer Privacy Act* californien de 2018 ; et ce, tandis que les GAFAM perçoivent le projet européen de taxe

sur les services numériques comme une forme de pression et un frein à l'innovation. La réforme fiscale de Donald Trump en décembre 2017 avait fait baisser le taux moyen d'imposition sur les sociétés de 35 % à 21 % ; Joe Biden souhaitait l'élever à 28 %. L'enjeu était notamment d'amoindrir tout caractère monopolistique des GAFAM. Malgré le consensus bipartisan pour limiter leur pouvoir sur le plan intérieur, galvanisé par « l'effet boomerang » qu'a constitué l'ingérence russe de 2016 dans la campagne présidentielle, l'administration démocrate s'est retrouvée confrontée à un dilemme devenu récurrent quant au rôle que peuvent jouer ces partenaires hétérogènes que constituent les GAFAM, atout ou vulnérabilité du modèle américain[1]. Sur le plan économique, les GAFAM demeurent un moteur de croissance, qui pouvait sembler incontournable pour soutenir le grand plan de relance économique amorcé dès 2021 par Joe Biden[2] ; par ailleurs, les GAFAM constituent un partenaire stratégique pour répondre aux enjeux de politique extérieure au sein d'un monde en réseau.

Fleurons du « *smart power* » d'Obama

L'administration Obama avait fait des GAFAM un des fleurons de sa stratégie dite de *smart power* en renforçant les liens étroits entre Google et le département d'État pour abattre les « murs d'internet » (chinois, coréen, iranien, mais aussi birman, cubain, ou encore vietnamien). L'utilisation des ressources numériques reflétait alors, selon Hillary Clinton, « la puissance des technologies de connexion en tant qu'accélérateurs du changement politique, social et économique[3] ». Pour les dirigeants démocrates, il s'agissait de promouvoir le système de démocratie pluraliste dans « l'espace public du XXIe siècle », d'une part, et d'assurer le succès de ses « *techdel* » (délégations diplomatiques et technologiques) à l'étranger, d'autre part – notamment en Asie et en Amérique latine. Alec Ross et Jared Cohen[4], enfants chéris des plateformes, avaient été placés par la secrétaire d'État

1. Michael Hirsh, « Big Talk or Big Tech—but Little Action », ForeignPolicy.com, 6 avril 2021.
2. L'adoption de cette mesure phare du début de mandat de Joe Biden, l'*American Rescue Plan*, actant le déblocage de 1 900 milliards de dollars, avait soulevé la question de son financement. L'une des options considérées était la mise en place d'un impôt sur les grandes entreprises du numérique, qui pour une large partie d'entre elles ne paient pas de taxes au niveau fédéral (« H.R.1319, *American Rescue Plan Act of 2021*, 117th Congress (2021-2022) », Congress.gov, 11 mars 2021).
3. « Hillary Clinton milite pour la liberté sur internet », *Le Monde*, 16 février 2011.
4. Classé parmi les cent personnalités les plus influentes au monde par le magazine *Time* en 2013, Jared Cohen est l'un des rares conseillers du bureau de planification politique de Condoleezza Rice à être resté dans l'équipe d'Hillary Clinton.

à l'avant-garde de cette double stratégie de promotion de la liberté et de conquête des marchés d'internet au service de la connectivité. Le concept de connectivité – la faculté d'agir en réseau – était devenu indissociable de la diplomatie numérique ; il s'est imposé comme un facteur de mesure de la puissance depuis l'ère Obama[5]. Au service de la marque Amérique, les collaborations étaient étroites entre la diplomatie américaine et les GAFAM tandis que la révolution numérique continuait de bouleverser les modes de communication et les équations de la diplomatie publique. Le département d'État, en faisant une place de choix aux professionnels des réseaux sociaux, a ainsi tenté de moderniser les outils de l'influence. Par leur soutien aux révolutions arabes ou aux cyberactivistes du monde entier *via* Twitter, Ross et Cohen auraient contribué à l'avènement d'une nouvelle diplomatie, « la diplomatie digitale ».

Mike McFaul, alors ambassadeur des États-Unis en Russie, avec plus de soixante-dix mille abonnés sur Twitter, était présenté comme un diplomate d'avant-garde. Même si l'on ne mesure pas l'efficacité de la diplomatie publique au nombre d'abonnés que les diplomates enregistrent sur les réseaux sociaux, les initiatives de cet ambassadeur ont eu une résonance toute particulière dans le contexte russe[6]. Elles représentaient une manière de rester en contact direct avec la population locale et les partenaires des États-Unis, alors que Vladimir Poutine restreignait la liberté d'expression et demandait la fermeture en Russie de l'agence des États-Unis pour le développement international, en septembre 2012. Autre stratégie de ciblage et d'engagement conjointe du département d'État et de la Silicon Valley, les programmes destinés à de jeunes militants jugés suffisamment crédibles pour influencer favorablement l'opinion dans leurs pays respectifs, montés en partenariat avec les réseaux médiatiques des plateformes les plus puissantes (Facebook, Google). Il s'agissait de soutenir ces jeunes gens identifiés par le département d'État qui cherchaient à utiliser les nouvelles technologies pour dénoncer les violences et influencer les transformations à l'œuvre ou souhaitées dans leurs pays. Ces militants, travaillant souvent dans des zones à risques (au Soudan, en Iran, en Égypte, mais aussi en Europe de l'Est, au Venezuela ou en Thaïlande), étaient confrontés à des enjeux auxquels la diplomatie traditionnelle ne pouvait pas répondre.

5. Maud Quessard, « La diplomatie publique d'Hillary Clinton et les stratégies de *smart engagement* : entre reformulation et révolution », *Annuaire français des relations internationales*, n° 16, 2015, p. 477-496.

6. Hillary Clinton, *Le Temps des décisions, 2008-2013*, Paris, Fayard, 2014, p. 664-665.

Or, bien qu'atouts dans les tentatives de redéfinition de la puissance américaine par le « *smart power* » des années Obama, les GAFAM ont vu la donne changer depuis 2016. De partenaires des institutions de Washington pour assurer la vitrine d'une politique étrangère et commerciale à moindre coût, ils sont devenus une pomme de discorde entre le gouvernement fédéral et les citoyens américains sur la scène intérieure, un objet de défiance pour les alliés, ou encore une cible pour les ennemis ou compétiteurs stratégiques des États-Unis dans les guerres invisibles pour l'accès aux données numériques (comme ont pu le montrer les cyberattaques menées contre SolarWinds en 2020 et Microsoft en 2021).

Effet boomerang sous Trump : une vulnérabilité pour la démocratie américaine ?

Au cours de l'ère Trump, les plateformes numériques se sont révélées être aussi des éléments de vulnérabilité pour la démocratie en favorisant, plus particulièrement aux yeux des équipes démocrates, les ingérences étrangères et les manipulations de l'information (notamment l'ingérence russe dans les élections présidentielles de 2016 et de 2020) ou en contribuant à polariser encore davantage l'opinion publique aux États-Unis. Depuis 2016 en effet, les réseaux sociaux Twitter et Facebook sont apparus dans le débat public comme des outils de subversion à la solde des « agents de l'étranger » capables de déstabiliser la démocratie américaine. Et début septembre 2020, les deux plateformes affirmaient avoir été victimes de nouvelles campagnes de désinformation sur leurs réseaux en provenance de Russie et suspendaient une dizaine de comptes. La menace informationnelle pour la sécurité nationale venait de l'extérieur et se focalisait sur « l'écosystème de propagande russe ». Or la campagne des élections de mi-mandat en 2022 a confirmé que les plateformes favorisent aussi les luttes informationnelles orchestrées par les « ennemis de l'intérieur », selon le vocable retenu par le FBI.

Les facteurs de vulnérabilité sont aussi endogènes aux États-Unis : les pratiques de diffusion et d'amplification de fausses informations ne sont pas l'apanage des puissances étrangères identifiées par les cellules de veille institutionnelles, comme le discret Global Engagement Center – rattaché au département d'État, qui collabore parfois avec les GAFAM pour coordonner des actions conjointes de prévention et de réponses aux nouvelles menaces posées par les guerres de l'information numériques. D'autres acteurs, non étatiques, se sont invités dans les campagnes électorales et le débat public pour brouiller les messages politiques, véhiculer

des fausses informations ou appeler à l'insurrection, comme lors de la défaite du candidat Trump en 2020. À partir de 2016, les experts qui cartographient les manipulations de l'information ont ainsi observé le développement de la communauté internet conspirationniste QAnon grâce aux relais qu'offrent les plateformes. Ardents défenseurs de l'ex-président Trump, les membres des communautés conspirationnistes affirment notamment que ce dernier mène toujours une croisade contre les élites de « l'État profond » (*deep state*) et les démocrates, qu'ils accusent entre autres d'entretenir « un réseau pédophile sataniste ». Leurs principales cibles sont Joe Biden et surtout Kamala Harris, la vice-présidente ; leurs principaux vecteurs de diffusion, les plateformes numériques. Dans ce contexte, celles-ci se sont transformées en chambres d'écho privilégiées des mouvances nationalistes (comme les Proud Boys ou les Oath Keepers)[7]. Autrefois éléments clés du *soft power* américain, les GAFAM seraient devenus les points de vulnérabilité de la démocratie américaine et de son modèle de promotion à l'étranger.

JOE BIDEN ET LES GAFAM ÉCORNÉS : SURVEILLER OU « LAISSER FAIRE »

Face à ces nouvelles menaces, le législateur américain s'est d'abord intéressé aux mesures prises par les géants de la Silicon Valley afin de rassurer leurs utilisateurs sur le bon déroulement du processus démocratique : sensibilisation aux phénomènes de désinformation pour favoriser la résilience de la société civile, vérification des faits (*fact-checking*), bandeaux d'avertissement pour les utilisateurs sur d'éventuelles infox pendant la campagne présidentielle. Joe Biden, quant à lui, s'est montré particulièrement explicite en qualifiant Facebook, en décembre 2020, lors d'un entretien au *New York Times*, de « totalement irresponsable » en matière de gestion de la désinformation, avant de déclarer que la non-responsabilité des entreprises de médias sociaux vis-à-vis de ce que leurs utilisateurs publient sur leurs réseaux devrait être révisée.

Pourtant, on a pu observer une évolution habile du rôle des plateformes à la suite du changement d'administration présidentielle en 2021. Jusqu'aux événements du 8 janvier au Capitole, les entreprises numériques de Californie se revendiquaient comme de simples hébergeurs de contenus. De manière spectaculaire, après ce mouvement insurrectionnel qui a menacé directement les institutions démocratiques, Twitter

7. Graphika et The Stanford Internet Observatory, *Bad Reputation* (rapport), décembre 2022.

a opéré *via* son dirigeant d'alors, Jack Dorsey, une amorce de révolution copernicienne en suspendant le compte de Donald Trump, se privant par voie de conséquence du soutien de plusieurs milliers d'utilisateurs, les partisans de l'ex-président, adeptes du « *Big Lie* » (le grand mensonge, ou vol de l'élection présidentielle par le camp démocrate). La plateforme a été suivie par Facebook et YouTube, qui, en faisant le même choix de réguler les messages et leurs auteurs, auraient pu devenir en partie des éditeurs. De réseaux sociaux (c'est-à-dire de simples tuyaux), les géants de la Silicon Valley se sont transformés en médias sociaux et ont tenté d'endosser un rôle bien connu dans le contexte américain, celui de contre-pouvoir, proche de celui des médias traditionnels comme la presse écrite et la télévision. Poussant la logique de la liberté d'expression à l'extrême, l'homme d'affaires iconoclaste Elon Musk a voulu faire de Twitter, pour quelques semaines, à l'automne 2022, un outil de démocratie directe et le lieu de « l'absolutisme de la liberté d'expression », mais il n'aura que favorisé le retour des discours de haine en congédiant les modérateurs de contenus. Nul doute qu'en passant ainsi du statut d'instruments de subversion à la solde des « agents de l'étranger » à celui de garants de la démocratie, les plateformes numériques tentent de restaurer leur image (sur le territoire national comme à l'étranger), alors même qu'une équipe démocrate, qui s'est montrée particulièrement critique à leur égard, dirige la Maison-Blanche et reste bien présente et influente au Congrès. En outre, les GAFAM bénéficient d'un soutien non négligeable, celui de la vice-présidente, l'ex-sénatrice de Californie Kamala Harris, qui a su tisser des liens étroits avec eux (notamment Google) dès sa campagne pour devenir procureure dans les années 2010, période où la défiance du politique vis-à-vis des plateformes était faible.

Néanmoins, cette régulation spontanée des géants du numérique va dans le sens de ce que l'Union européenne prône depuis 2018, dans son « plan d'action » et son « code de bonnes pratiques » pour lutter contre la désinformation, appelant à la coordination et à la coopération des acteurs privés. Et ce, en partant du constat que dans les espaces virtuels, nouveaux théâtres des conflits géopolitiques contemporains, les plateformes doivent pouvoir être soumises à une régulation normative internationale consentie, pour limiter les risques d'atteinte à la souveraineté des États démocratiques qui les hébergent et qui leur ont permis de se développer. Les États-Unis, en perte de vitesse, n'ont peut-être pas perdu les guerres de l'information, mais ils ont révélé la vulnérabilité de leurs systèmes numériques en cas de crise politique. Face à ces fragilités susceptibles de porter atteinte à la souveraineté de l'État américain, l'équipe

de Joe Biden ne peut se passer du concours des plateformes numériques pour à la fois préserver le fonctionnement de la démocratie américaine et développer des stratégies d'engagement à la hauteur des défis que pose l'ère numérique. À l'heure où les GAFAM s'emparent des nouvelles routes de l'information globale en se partageant les câbles sous-marins transatlantiques et transpacifiques (*via* Alphabet ou Meta), ils sécurisent les infrastructures de qualité indispensables (fibres optiques) pour garder un avantage comparatif sur la maîtrise des données numériques et dépasser les compétiteurs stratégiques privés ou étatiques.

Aussi, les coopérations entre les GAFAM et l'administration américaine ne peuvent plus être mises en œuvre comme sous Obama. Cependant, pour faire face aux nouveaux défis de l'ère du tout-numérique et de la gouvernance globale, les stratégies de coopération entre les acteurs institutionnels et les acteurs privés, celles de l'État-réseau (*network state*[8]), paraissent à nouveau s'imposer pour satisfaire les ambitions du réengagement (diplomatique et économique) d'un exécutif qui tente de préserver les GAFAM et leur leadership technologique, pilier de la puissance américaine et priorité de la sécurité nationale[9].

8. Ce concept, revendiqué par les politologues proches des démocrates américains comme Anne-Marie Slaughter (fondatrice du think tank New America), viendrait supplanter celui d'État-nation. Il permettrait de repenser les interactions entre les acteurs gouvernementaux et les acteurs privés ou transnationaux, et d'apporter des réponses aux défis exacerbés de la gouvernance globale.

9. « Remarks by National Security Advisor Jake Sullivan on the Biden-Harris Administration's National Security Strategy », WhiteHouse.gov, 12 octobre 2022.

RÉSUMÉ

Les piliers de la puissance de l'État de Californie sont devenus en deux décennies des acteurs contestés aux modèles économiques disparates et aux rôles paradoxaux, sur la scène intérieure comme sur la scène internationale. Ce phénomène s'est cristallisé au cours des années Trump, du fait de l'usage non régulé des GAFAM par les acteurs politiques ou privés, mais surtout par les puissances étrangères, qui se sont appuyées sur les failles de ces colosses numériques pour semer le trouble dans le débat public, déstabilisant ainsi le modèle de démocratie pluraliste états-unien.